

La betterave : un enjeu important pour les producteurs, les CJ et notre Canton

La situation des producteurs de betteraves en Suisse n'est pas réjouissante. Le prix de base est sans cesse revu à la baisse suite aux pressions exercées par l'ouverture des marchés et l'importation de sucre étranger. De nombreux agriculteurs ont renoncé à cette culture face à cette réalité.

La société Sucre Suisse annonce un manque d'environ 1000 hectares en 2016 pour la production de betteraves indigènes. Pour pallier au problème, certains agriculteurs ont reçu l'autorisation de produire davantage. Ce n'est pas le cas pour les producteurs ajoulots qui se sont vus refusés les 200 hectares supplémentaires qu'ils proposaient. Des coûts de transports trop élevés au départ des gares de Porrentruy et Alle sont évoqués pour justifier cette décision. Par contre une délocalisation de la production est à l'étude et 100 hectares vont ainsi être cultivés cette année en Allemagne à titre de test. Au vu de ce qui précède, il est à craindre pour l'avenir des ces cultures dans nos régions.

Afin que réalité ne rime pas avec fatalité, il est peut-être possible de donner un coup de pouce à nos producteurs, mais aussi au Porrentruy – Bonfol qui est à la recherche de transports afin de pérenniser et légitimer sa ligne. Partant de l'idée que la grande régie applique un système de calcul de prix tenant compte du marché et des offres en matière de transports de groupes du trafic des voyageurs, la mise en application de cette pratique en matière de trafic des marchandises serait bénéfique pour toutes les parties et... pour l'environnement.

Le Gouvernement peut-il répondre aux questions suivantes :

- **A-t-il eu connaissance des décisions prises par l'entreprise Sucre Suisse et quel est son appréciation sur ce sujet ?**
- **Partant de ce qui précède et en admettant que le Gouvernement partage nos craintes, peut-il prendre contact avec CFF Cargo, les CJ et Sucre Suisse afin de discuter d'un calcul de prix de transport permettant à nos producteurs d'obtenir les marchés désirés et par là-même garantissant aux transporteurs le tonnage y afférent ?**

Nous remercions le Gouvernement pour ses réponses.

Delémont, le 27 avril 2016



Pour le groupe PCSI
Vincent Hennin











